
Jean-Paul Curnier

conférence_1

QUE VOULONS-NOUS ?

1er décembre 2016 | 19h

théâtre_ARLES
scène conventionnée pour les nouvelles écritures

Une chose est sûre : l'imagination politique, depuis quelques temps, se porte mal. Dès qu'elle envisage quelque changement significatif dans l'organisation de la vie collective, elle passe pour irresponsable et dangereuse quand ce n'est pas pour démagogique ou populiste. Mais quelle est la signification profonde de ce renversement des choses ? On voit régulièrement surgir des mouvements pour une pensée politique nouvelle mais la passion collective n'est pas au rendez-vous. La révolution permanente des mœurs et des techniques que conduit le système capitaliste semble avoir épuisé tout le monde et aboutit désormais à une forme de résignation générale. La nouveauté est devenue synonyme d'obligation d'adaptation et non plus d'espoir. Or, que devient le futur si on ne le conçoit plus comme amélioration toujours possible du présent ?

Toute la question politique aujourd'hui se tient là : que faire de l'avenir, quelle société, quelle vie collective voulons-nous vraiment ? Et sommes-nous prêts encore à la vouloir ? Là-dessus, il faut bien le dire, les révolutions passées nous ont laissé plus de questions que de réponses.

SYNOPSIS

I. Soyez réalistes, demandez l'impossible !

(Censier, 1968, en réaction à une discussion entre ouvriers et syndicats à Renault-Flins, la veille)

De l'extrême gauche à l'extrême droite, tous en appellent maintenant à une révolution, un changement radical, un changement de constitution, etc. Le mot ne fait plus peur, mais quelle est la signification profonde de ce renversement des choses ?

C'est sans doute que la pensée politique procède d'abord d'une césure radicale entre vouloir et pouvoir. Le peuple veut et l'État agit en son nom et c'est cela qui ne doit pas changer.

Mais que signifie le mot peuple aujourd'hui ? Certes il est le souverain en titre de la République mais qu'est-ce que cela signifie matériellement ?

La mondialisation est l'apparition à échelle mondiale de référents, de mœurs, de modes de vie, d'échanges, de valeurs factuelles liées à la consommation qui a entraîné une disparition irréversible des anciennes spécificités des sociétés humaines qui peuplaient la planète.

Que signifie donc désormais le pouvoir au peuple, le peuple au pouvoir, le pouvoir du peuple ?

Le discours politique officiel quant à lui, privé de prétentions à modifier durablement les bases de ce système mondial et convaincu que nul n'y comprend plus rien, voudrait confiner le rôle du pouvoir à sa capacité d'écoute et de réaction.

Mais que vient faire ici cette histoire d'écoute et d'expression ? S'agirait-il que le peuple s'exprime ou qu'il décide et dirige et, pour cela, qu'il s'informe ?

Car la question pour un gouvernement démocratique, « *du peuple, par le peuple, pour le peuple* » n'est pas de savoir si le peuple doit être entendu ou compris, mais de tout mettre en œuvre pour qu'il soit en mesure de se gouverner lui-même.

2. Et la démocratie ?

La démocratie consiste par principe en l'abolition de la relation entre pouvoir et vouloir. Mais où en sommes-nous ?

Tout d'abord, si l'on s'en tient à la définition d'A. Lincoln (« *le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple* ») ce n'est effectivement pas le peuple qui gouverne dans les démocraties que nous connaissons, c'est-à-dire dans les régimes autoproclamés démocratiques, mais des représentants du peuple, des spécialistes de sa représentation avant d'en être des membres et des porte-parole.

À bien des égards, les élections correspondent de plus en plus aujourd'hui à l'embauche d'une élite technicienne dont la politique est la spécialité et dont le choix est proposé au vote populaire en lieu et place des anciennes élites du rang, de la fortune ou du sang.

Si l'on veut bien réfléchir à ce que le mot « démocratie » veut dire, c'est en réalité à des oligarchies (gouvernements d'un petit nombre) composées de spécialistes de la vie des appareils politiques, de la rhétorique du pouvoir et de la technique de gouvernement à quoi nous avons affaire.

Dans les démocraties « modernes », dit-on, le peuple doit être représenté parce qu'il est, d'une part, trop nombreux pour être réuni sur la place publique et, d'autre part, parce que désormais : « Tout est de plus en plus complexe », comme cela se dit.

Or ce mot « complexité », employé à tout propos, dit en réalité l'assomption d'une conception technique et non plus politique de l'action publique qui sépare encore plus le peuple de ceux qui sont en charge d'agir en son nom.

Mais que peut-on penser d'un régime qui se dit démocratique et qui revendique comme un progrès majeur le fait d'avoir, pour son bonheur, débarrassé le peuple de la politique au profit de la technique ? La démocratie, par définition, est inconcevable sans la politique – elle est la politique ?

3. Pensée technique *contre* pensée politique

Il n'échappe plus à personne que notre univers quotidien est de plus en plus le fait d'une production humaine dont la logique consiste en l'application de solutions techniques à des problèmes posés en termes techniques et qui procède d'une surenchère quasi automatique en matière de modification du cadre de vie dont on cherche en vain les responsables.

La caractéristique principale de la domination de la pensée technique, c'est d'avoir à ce point imprégné la pensée humaine qu'elle ne se laisse plus saisir par elle puisque c'est depuis elle que l'on regarde, perçoit et pense le Monde.

La technique est un système de pensée qui a pour caractéristique, comme tout système – ou toute partie n'existe qu'en interdépendance avec les autres – d'éliminer ou déclasser les modes de pensée qui ne s'intègrent pas à lui.

La question n'est pas celle du changement de mains de la technique mais de s'assurer un ancrage de la pensée sur le monde et notre devenir hors de la pensée technique pour pouvoir l'utiliser et la penser sans être utilisé et pensé par elle.

Penser la technique consiste en somme à penser ce qui non seulement se dérobe à la pensée mais semble investi de la mission d'en finir avec la pensée politique du devenir.

Aujourd'hui, ce que nous appelons « mondialisation », c'est l'humanité globale – c'est-à-dire l'homme et son monde – devenue production de la technique.

La logique technique a désormais abouti à constituer un écosystème, soit une dimension d'extériorité qui est le produit non voulu et non maîtrisé d'une logique d'assemblages imbriqués. La « complexité » dit-on.

Il n'est pas question de se passer de la technique, c'est impensable, ce dont il est question, c'est de savoir ce que nous faisons et ce que nous voulons réellement. C'est de savoir ce qui pèse sur nos choix, sur nos décisions et sur la représentation que nous avons de ce qui est bon pour nous et de ce qui semble raisonnable.

4. Hédonisme et servitude

Un nouveau contrat social s'est mis en place en l'espace d'une trentaine d'années, où l'on a pu assister à la disparition de toute forme de préoccupation en termes de destin collectif et de démocratisation plus accentuée de la vie politique au profit d'un abandon à la jouissance du présent sans autre avenir que celui de sa continuation, sans autre contenu que la consommation.

Ainsi sommes nous passés de « la volonté du peuple » à « ce que veulent les français » ; du peuple souverain au pouvoir d'achat aux « envies » du client-roi.

Tout ce qui, désormais, se présente comme civilisation en ce monde fonctionne à l'infantilisation. *L'infans* de la consommation de masse a remplacé l'homme nouveau du socialisme ; le balbutiement et le caprice font figure d'avenir culturel de l'homme et le stade intra-utérin de paradis sur Terre.

Ce régime nouveau est celui de l'enfance généralisée où la plupart, visiblement, se complaisent et s'alanguissent. Il est cet hédonisme consumériste dans lequel Pier-Paolo Pasolini voyait, non sans raison, dès son apparition au début des années soixante-dix, un fascisme de type nouveau et bien pire que l'ancien.

En réalité, il n'est même plus question de vouloir mais d'avoir envie. Et l'envie suppose que l'on veut pour vous. Il ne reste plus qu'à rêver ; le marché, la police, les mafias, les médias et les fabricants de toute chose s'occupent de le réaliser sous forme de marchandise comme l'affichait jadis et à peu de chose près, une publicité pour Sony.

Si l'on peut dire sans trop de risques que Marx a idéologiquement dominé le champ de la pensée politique du XX^e siècle, il n'est guère plus risqué d'affirmer, bien que cela soit sans doute plus effrayant à entendre, que c'est Walt Disney qui dominera et domine d'ores et déjà celle du XXI^e.

Le monde de Bambi, celui de l'innocence aux grands yeux ouverts sur le Monde contre les méandres tortueux de la dialectique.

5. Et au-delà du vouloir

Vouloir est une condition de (re)production du pouvoir, c'est pourquoi partout il est question d'encourager à se prononcer pour demander, se plaindre, réclamer, faire état de l'injustice, réclamer surtout, en toute circonstance réclamer mais en clarifiant exactement quoi.

On voit cela au mieux dans la forme d'approche des banlieues par le pouvoir et les médias comme une zone sauvage qu'il s'agit de comprendre, de savoir déchiffrer et qui ne dit pas clairement ce qu'elle veut.

Mais cette mise en forme de relation de pouvoir se double d'une autre moins visible et plus étendue : celle de l'exclusion de la qualité de citoyen actif et de la soumission par la bienfaisance.

Les habitants des cités et des banlieues en question n'ont aucune place dans l'économie autre que celle de consommateurs et d'assistés et n'ont aucun rôle dans la production des conditions de la vie matérielle de tous, ils en sont écartés et rendus *de fait* immatures.

La place d'assistés hors de toute utilité sociale où ils sont maintenus les condamne à parler depuis *une seconde zone* de l'existence.

Cela ne peut être véritablement compris qu'une fois mis en perspective avec l'une des avancées majeures en anthropologie que nous devons à Marcel Mauss sous la forme de la *théorie du don* et de l'échange symbolique comme forme de menace d'humiliation et de soumission.

C'est pourtant lorsqu'un mouvement social parvient à se poser concrètement ces questions et à imaginer des actions en ce sens qu'il cesse d'être l'expression de ceci ou de cela pour devenir une force de mise en mouvement et pour exprimer autre chose que son existence propre et le tort qui lui est fait.

Au lieu de brûler les gymnases, qu'on y donne des conférences qui expliquent en quoi la compétition est un modèle absolument dégradant pour l'espèce humaine. Et pourquoi fait-on glisser la compétition sportive jusqu'à la compétition d'existence ? Le *struggle for life*.

6. Notre héritage...

« *Notre héritage n'est précédé d'aucun testament* »
René Char *Feuillets d'Hypnos* (1946).

Que devient la fraternité dans un monde animé par la seule concurrence ? On ne pourra rien faire de solide si le peuple n'y est pas associé et n'en est pas maître d'œuvre autant que maître d'ouvrage.

Mais qu'est devenu le collectif ? Un repoussoir si l'on s'en tient aux mots et aux images qui le désignent ou le qualifient : populisme, versatilité, quartiers défavorisés, ensembles HLM, entassement des banlieues, délinquance, illettrisme, grossièreté des mœurs, retard scolaire, ghetto, commerce de la drogue, islamisme, anonymat de la masse, etc.

Mais peut-on réhabiliter le collectif quand tout est mis en place pour le disqualifier ? Cela, des jeux de TV-réalité à la conception de la production, de la consommation et de toute vie sociale aujourd'hui ?

Toute la question politique aujourd'hui se tient là : Est-il nécessaire, souhaitable, que nous « voulions » encore ? Ne faut-il pas, au contraire, en finir avec cette forme de dépendance de ceux qui veulent vis-à-vis de ceux peuvent et qui agissent en leur nom, pour constituer un peuple libre et adulte capable de vivre démocratiquement ?

Sinon, comment envisager le futur : comme une surenchère de promesses intenables jusqu'à l'exaspération collective ?

Nous sommes aujourd'hui devant la nécessité de faire ce que nous disons avoir toujours désiré faire : un monde humain à la mesure de l'homme. Et nous y sommes condamnés car rien du monde désormais n'échappe à la main de l'homme, à commencer par sa détérioration.

Ce qui était utopie devient nécessité. Nous ne pouvons plus nous contenter de subir, d'accepter ou de refuser ; il nous faut penser, décider, agir à tous les niveaux. C'est-à-dire nous confronter au jugement sur les actes et à la responsabilité collective.

Il n'est déjà plus possible de faire comme si tout cela se faisait sans nous.

Conférence_2

MAIS QU'EST-CE QUE «NOUS» ?

MERCREDI 1er FÉVRIER 2017 | 19H00

Jean-Paul Curnier Philosophe, écrivain, né à Arles en 1951. Auteur d'essais et d'un grand nombre d'articles sur l'actualité, l'image, l'art, les médias. Auteur également d'ouvrages littéraires, de pièces pour le théâtre et la danse, de films et d'installations vidéo. Membre du comité de rédaction de la revue Lignes depuis 1989. Parallèlement à son activité d'écrivain et à sa participation à différentes actions artistiques en France et à travers le monde, il intervient comme conférencier auprès des collectivités publiques, des établissements d'enseignement artistique et d'action culturelle.

Ouvrages récents

- . **Montrer l'invisible** (écrits sur l'image) Éd. Actes Sud / J.Chambon, 2009
- . **Le Commerce des charmes** (roman) Éd. Lignes / Le CentQuatre, 2009
- . **Le Phare des eaux de la Terre** Éd. Al Dante, coll. Édifice, 2009
- . **Vingt et un tours de la question** (radiophonies) Éd. Al Dante, 2011
- . **Prélude Pavillon blanc** Éd. Al Dante, coll. Édifice, 2011
- . **Prospérités du désastre** (aggravation II) Éd. Lignes, 2014
- . **Philosopher à l'arc**, (réédition) Éd. Lignes, 2016

À PARAÎTRE **La piraterie dans l'âme** (essai sur la démocratie)
Éd. Lignes, janvier 2017